

Monsieur,

Je n'ai pas encore lu votre livre et me contente pour l'instant des extraits que Le Point a publiés.

Né en 1933, je ne suis pas de la génération Papy boom. En revanche j'ai participé en tant que père de deux enfants à l'élaboration de celle-ci, et assisté à son évolution. Dont celle des « jeunes », bien entendu.

Si les problèmes évoqués par vous dans le cadre du Papy krach sont dans l'ensemble bien cernés, je n'en dirai pas autant des solutions proposées !

Commençons par ce que vous nommez le carré magique, dont les propositions me semblent relever du célèbre « y'a qu'à, faut qu'on ».

- Départ à la retraite : Bien sûr il ne fallait pas en abaisser le seuil, mais les socialistes, n'est-ce pas argumentaient, peut-être de bonne foi, sur le fait que c'était le meilleur moyen de « faire place aux jeunes »...
- Responsabiliser les acteurs du système de santé ! Quesaco ? Nos décideurs n'ont fait que cela. Malheureusement une population qui vieillit consomme plus de soins qu'une population jeune et généralement bien portante. Les progrès techniques roulent à la vitesse d'un TGV, leurs coûts aussi. Faudrait-il lire entre les lignes qu'il fallait laisser mourir, et réserver les nouveautés techniques aux jeunes en pleine forme ? Je ne pense pas que ce soit votre pensée. Alors il s'agit d'une pétition de principe sans conséquence, apparentée à la langue de bois.
- Fluidifier le marché du travail ? Que veut dire le mot « fluidifier » ? Le marché du travail est parfaitement fluide. Ce sont « les jeunes » qui ne le sont pas. « Je ne veux pas aller travailler à Nîmes » - « Je veux faire de la Sociologie » nonobstant le fait qu'elle soit un cul-de-sac professionnel – « Je veux jouer de la guitare », ce qui est éminemment sympathique mais n'est pas antinomique d'un travail professionnel diurne et productif. – « Je ne veux pas m'emmerder dans un bureau. Ni dans un atelier. Je veux jouir. » Ces discours là, ce sont les quadras et les quinquas soixante-huitards qui les ont tenus. Pas les « vieux ». Il aurait fallu ne pas laisser aux jeunes la liberté de choisir, et probablement provoquer ainsi un Mai 68 à chaque rentrée !
- Investir dans l'éducation et la recherche. Mais c'est exactement ce qui a été fait depuis un demi-siècle. Seulement, on peut difficilement faire boire un âne qui n'a pas soif, d'autant qu'avec 68 a commencé son désapprentissage du travail comme centre de vie, conforté depuis par les 35 heures...

Que les gens fuient les « mauvais » quartiers, les « mauvais » établissements scolaires, que la société soit « injuste », tout cela me paraît parfaitement normal. Le libéralisme, c'est-à-dire le capitalisme si l'on n'a pas peur des mots, utilise les mauvais penchants de l'homme (goût du pouvoir, de la domination, de l'argent, envie d'être au dessus des autres) pour en faire la source de richesse et d'amélioration de toute la société. Il suffit de contempler son contraire égalitaire c'est-à-dire « juste » pour en constater les dégâts. Je préfère l'injustice productive à la justice improductive. Que voulez-vous : on ne se refait pas.

Ce que dit Edgar Morin que vous citez est marqué par cette ambiance de « victimisation sociale » pleurnicharde et déculpabilisante. J'ai passé deux années de collège et trois de lycée pendant la guerre. Nous étions trois enfants à la maison dans une seule pièce chauffée qui faisait office de salle à manger, de salon, et de ... salle d'étude. Je ne crois pas avoir souffert de retards scolaires, mes frères non plus. Il est vrai que nous avons des parents responsables, pas de T.V. ni de shit et pas de psychologue à nos basques pour le moindre bobo...

Redistribution équitable des revenus... Oui, mais dans quel sens ? Lorsqu'on sait que 50% des Français ne paient pas d'impôt sur le revenu, et que 10% de ceux qui le paient assument 50% de cette charge ? Je serais volontiers partisan d'une réforme sur ce point, tendant à ce que tous ceux qui vivent en France paient cet impôt. Ne serait-ce que 50 euros pour les moins aisés, de telle sorte que chacun assume une solidarité nationale, et surtout soit sensible aux dépenses de l'Etat, dont celle d'assistance, la TVA étant totalement indolore... Est-ce cela que vous suggérez ? Ce serait trop beau, un homme qui ne suit pas le vent social comme une girouette...

Les « jeunes » paieront, certes. Mais s'agit-il vraiment d'un paiement ou d'un remboursement ? Qui donc les paie jusqu'à 25 ou 30 ans tandis qu'ils traînent d'interminables études avec l'alibi qu'il faut être caparaçonné de diplômes pour trouver le moindre job, en fait pour la plupart afin de retarder le plus possible l'entrée dans l'âge adulte, de devenir responsable, soumis à une discipline et une hiérarchie... Aller en boîte avec l'argent de Papa, refaire le monde avachi dans un fauteuil, bouffer chez Maman qui s'occupe aussi de la lessive, et goûter aux jolies filles sans réveille-matin perturbateur... Qu'on ne vienne pas me dire qu'il s'agit là de fils de bourgeois aisés. Tous ont la même attitude, et dans les « mauvais » lycées, il ne manque pas d'élèves qui triplent leur Troisième.

N'oublions pas que nos petits chéris vivent, et plutôt bien, de la manne parentale, de la manne publique, de la manne associative, des restos d'étudiants, de bourses, des lycées et universités gratuites, et qu'à ce titre ils participent à la création de la dette qu'ils auront à rembourser.

Et puis le fin du fin : Messieurs les jeunes, selon vous, au futur très endetté et conscient de ce fait, trouveraient un dérivatif à la révolte qu'ils devraient normalement fomenter dans l'écologie, l'humanitaire, les droits de l'homme, la pauvreté et le sous-développement. C'est dire de quel temps libre ils disposent, prélevé sur leurs études, leurs apprentissages, leurs recherches d'emploi. Peut-être feraient-ils mieux de se préoccuper de leur propre avenir qui conditionne le remboursement de cette dette, s'ils ne veulent pas tomber eux-mêmes dans le sous-développement, et voir fondre leurs droits de l'homme. Il est plus facile de s'occuper de millions d'hommes avec des mots que de s'occuper de quelques uns qui vivent en France avec des actes.

Ultime question, que vous ne posez pas. De combien de milliards d'euros se compose la dette issue de l'aide au sous-développement, qu'il s'agisse de l'immigration intérieure ou de l'assistance aux pays qu'après cinquante ans d'indépendance j'appellerai plutôt incompetents que sous développés ? Honteuse, indécente, immorale, immonde question ! Et pourtant elle existe et restera lâchement sans réponse...

Finalement, je me demande si le raisonnement que tient un beur du 93 selon lequel « pourquoi je travaillerais alors qu'en vendant du H je me paie sans impôts 10 fois plus qu'en allant à l'atelier » tout le monde ne le tient pas à son niveau « Et pourquoi j'irai faire cadre chez XYZ alors que Papa peut encore me payer trois ans d'études ? » Parce que vous savez bien qu'une

grande partie des revenus des « vieux » est reversée de multiples façons aux petits enfants. Ils bénéficient là aussi de la dette publique par grands parents interposés, après en avoir bénéficié par parents interposés, par état interposé, par collège lycée, faculté interposés

La dette publique c'est toute la société qui la constitue. Y compris les « jeunes ». Parce qu'en France tout le monde vit au-dessus de ses moyens. Y compris les jeunes.

C'est ma seule conclusion.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.